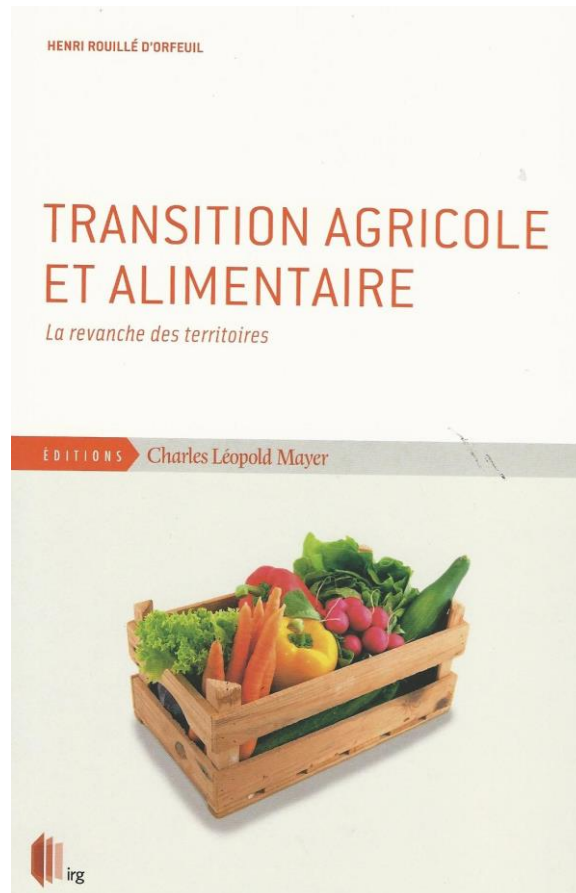


*Transition agricole et alimentaire, La revanche des territoires<sup>1</sup>*par **Henri ROUILLÉ D'ORFEUIL<sup>2</sup>**

**Jean-Louis RASTOIN<sup>3</sup>**. – Si l'on adopte la définition des physiiciens, une transition marque le passage d'un état à un autre. Dans le domaine des sociétés humaines, on peut donc légitimement parler, au tournant du XXe siècle d'une transition induite par des changements importants observés ou attendus dans plusieurs champs — économique, social, environnemental — et notamment celui fondamental de l'alimentation et donc de l'agriculture qui constitue ses racines. L'ouvrage d'Henri Rouillé d'Orfeuil présente donc un double intérêt : celui de l'enjeu en termes de durabilité et celui du moment opportun.

D'un point de vue épistémologique et méthodologique, l'auteur fait le choix pertinent d'une approche pluridisciplinaire : pour traiter d'un sujet de nature complexe et polysémique, il mobilise les sciences humaines et sociales — histoire, géographie, économie, sociologie, droit — et de la nature - écologie, agronomie - et apporte une large expérience de terrain (ministères français et institutions intergouvernementales, mouvements associatifs et ONG en France et à l'étranger). Il combine ainsi une vision conceptuelle et opérationnelle qui confère originalité et intérêt à ses écrits. Le style est précis et fluide et la lecture agréable.

<sup>1</sup> IRG, Editions Charles-Léopold Meyer, 2018, Paris : 251 p.

<sup>2</sup> Membre de l'Académie d'agriculture de France.

<sup>3</sup> Membre de l'Académie d'Agriculture de France, Montpellier SupAgro.

## PRÉSENTATION D'OUVRAGE

---

L'ouvrage est organisé autour d'un fil d'Ariane qui est aussi une conviction : la transition est nécessaire parce que, selon l'expression d'Antonio Gramsci « *l'ancien monde se meurt* » et le « *nouveau tarde à apparaître* », et que cet ancien monde, celui de la mondialisation à fortes externalités négatives, n'est guère satisfaisant. La transition est dès lors présentée comme une dynamique vers un monde meilleur qui « *réintégrerait la mondialisation dans le monde réel* » — car il serait illusoire de prétendre « *démondialiser* » la planète —, à travers une prise en compte des territoires dans leurs dimensions sociales, culturelles, économiques et environnementales (d'où le sous-titre de l'ouvrage, « *La revanche des territoires* »).

La discipline-mère de la transition sociétale est évidemment l'histoire, pas celle de Francis Fukuyama qui annonce une finitude, mais celle de Fernand Braudel qui analyse les grandes mutations dans une perspective évolutive toujours remise en chantier. L'auteur lui consacre la première partie qui est « *l'histoire d'une prédation* » ponctuée de crises venant marquer des essors et des achèvements de cycles : féodalisme, puis capitalismes, avec un focus sur la période récente des 30 Glorieuses. Le « *capitalisme intégral anglais* » (1780-1914), avec ses succès technologiques et économiques, mais aussi ses excès, butte sur les « *limites de l'exploitation des ressources humaines et naturelles* » et sur ce qu'annonçait Gramsci du fond de son cachot « *les phénomènes morbides les plus variés* » de l'entre-deux-guerres : les génocides et le chaos de la Deuxième Guerre mondiale. 1944, avec les accords de Bretton Woods et la défaite de Keynes face à White ouvre le triomphe du libre-échange sous la suprématie du dollar formalisé quelques années plus tard par le consensus de Washington. Dès lors, la doxa du triptyque marché-productivité-croissance installé par la reconstruction des pays ravagés par les armes pouvait prospérer.

La 2<sup>e</sup> partie de l'ouvrage est consacrée à la crise séculaire de 1974 (premier choc pétrolier en 1973, suivi de l'abandon de l'accord de Bretton Woods sur la fixité des taux de change et de la dévaluation du dollar américain). Comme le décrit très bien l'auteur, c'est une crise structurelle multiforme annoncée et analysée par des intellectuels (Ivan Illich dès 1971, Donella et Dennis Meadows en 1972) et une personnalité politique hors du commun (Gro Harlem Brundtland, en 1987) qui tirent la sonnette d'alarme. Cependant, la crise perdure faute des réformes nécessaires. Elle se manifeste par 4 phénomènes de grande ampleur : 1) un marché du travail bien loin du plein emploi à l'échelle internationale ; selon les calculs de l'auteur, le monde compterait aujourd'hui 850 millions d'actifs sans emploi auxquels devraient s'ajouter 1650 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail entre 2015 et 2050, soit 2500 millions d'emplois à créer. Si l'on y ajoute une accélération de l'exode rural sous l'hypothèse d'une généralisation du modèle agroindustriel, avec 3 % d'agriculteurs dans la population active totale comme c'est le cas aujourd'hui dans les pays à haut revenu, le chiffre atteint 4500 millions d'emplois à trouver dans un scénario tendanciel d'urbanisation et d'industrialisation. Or, comme le dit Gro Harlem Brundtland, « *il n'y a pas de solution urbaine au problème fondamentalement rural de la pauvreté* ». 2) En dépit des Sommets de la Terre de Stockholm (1972), de Nairobi (1982), de Rio (1992), ayant débouché sur les trois conventions emblématiques sur le climat, sur la biodiversité et sur la désertification et après les Sommets de Johannesburg (2002) et de Rio+20 (2012), les progrès sont très lents dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles. 3) L'endettement astronomique (152 trillions de dollars) des sphères publique (1/3) et privée (2/3) représentant 2,25 fois le PIB mondial et 21 000 dollars par habitant. Le crédit est nécessaire au fonctionnement de l'économie, mais lorsqu'il fait l'objet de spéculations effrénées, les bulles explosent comme en 2007-2008., ce qui fait dire à l'auteur que la planète « *joue à la roulette russe* » : la monnaie est un bien public et elle doit être strictement encadrée. 4) Les inégalités de revenu et de patrimoine qui traduisent des inégalités dans l'accès aux ressources matérielles et immatérielles ont connu une accentuation considérable dans les dernières décennies (en 2016, selon Oxfam, 1 % de la population mondiale posséderait davantage de richesse — plus de 50 % — que les 99 % restants). Certes, la pauvreté recule dans le monde avec l'élargissement de la classe

## PRÉSENTATION D'OUVRAGE

---

moyenne dans les pays émergents, mais la montée des disparités de richesse est facteur de tensions sociales et de déstabilisation des démocraties, sans même parler de considérations éthiques. Cette situation a principalement pour origine l'érosion des mécanismes de redistribution des revenus par l'État et la mondialisation de l'évasion fiscale. Dans ces conditions potentiellement génératrices de dangereux conflits et destructrices de ressources naturelles, le défi majeur selon l'auteur est de « ... rendre à... (*cette demi-humanité, ces milliards d'exclus...*) une capacité et des occasions de s'exprimer et d'agir ».

La 3e partie aborde ensuite logiquement les chemins de la sortie de crise, c'est-à-dire les voies et moyens de la transition. Pour l'auteur, la transition ne peut être un « *un simple logiciel* », ni le seul fait d'un leader charismatique, elle résultera d'une prise de conscience et d'une mobilisation de nombreux acteurs proches des citoyens et des territoires. Les analyses approfondies menées dans la partie précédente de l'ouvrage permettent de suggérer des pistes d'action. La première est la « *reterritorialisation* » de la gouvernance en lui donnant les outils nécessaires, à commencer par une fiscalité génératrice d'incitations financières suffisantes. Il s'agit de favoriser un « *effet multiplicateur local* » bénéfique notamment en termes d'emploi. En effet, la quasi-totalité de l'épargne mondiale à long terme va aux grandes entreprises qui structurent l'économie mondiale, car elles sont portées par les marchés et soutenues par la plupart des gouvernements. Les paradis fiscaux amplifient l'asymétrie des acteurs. Cette configuration assèche les économies nationales et locales. La deuxième piste d'action est donc celle de la construction d'un nouvel équilibre entre mondialisation et territoire. Il est proposé ici de créer un organisme intergouvernemental qui fasse contrepoids à l'OMC dont l'essentiel de la mission consiste à faciliter la circulation des biens et services marchands en supprimant barrières tarifaires et non-tarifaires et par conséquent en rejetant toute considération sociale ou environnementale. La troisième recommandation est complémentaire, avec des politiques de lutte contre les externalités négatives de la mondialisation : l'intérêt général doit inspirer la loi et les réglementations en dissuadant les pratiques à impact négatif du point de vue social, culturel et environnemental. Les modèles de production, tout comme les pratiques de consommation doivent être orientées par un objectif de développement durable. Finalement, il s'agit de repenser les échelles de gouvernance locale, nationale et internationale pour accompagner la transition.

La 4e partie prend la forme d'une application des analyses et des orientations générales des chapitres précédents aux secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. L'auteur rappelle en préambule que le système alimentaire mondial c'est « *50 % du travail humain, 30 % des gaz à effets de serre et 75 % de la consommation d'eau douce* ». Les systèmes agraires ont façonné la préhistoire et l'histoire de l'humanité à travers 3 révolutions techniques depuis le néolithique : la suppression des jachères, la mécanisation et le recours aux intrants chimiques et depuis peu l'agroécologie. Probablement aussi sinon plus prégnants que ces changements, des crises liées au statut de la terre jalonnent la « *Longue marche des paysans* » selon l'expression de Louis Malassis : appropriation féodale, colonisation foncière (dans les empires), collectivisation (sous les régimes communistes), et aujourd'hui, accaparement de terres par les fonds d'investissement. Il en résulte des processus d'éviction et d'exclusion qui menacent partout dans le monde l'exploitation agricole familiale. Les spécificités culturelles, techniques, économiques et sociales de l'agriculture et de l'alimentation qui conduisent à de graves « *défaillances de marché* » militent en faveur d'une « *exception* » par rapport aux autres biens et services dans les accords internationaux et les politiques nationales. La transition agricole et alimentaire est donc, à partir du constat des limites du modèle agroindustriel dominant, la mise en place d'une réorientation guidée par un objectif de durabilité. Ce projet suppose tout d'abord une relance des dynamiques locales (changement d'échelle dans l'organisation de la production et de la consommation alimentaires). Ensuite, une meilleure formation et information des acteurs du système alimentaire, en encourageant des initiatives à « *haute valeur pédagogique* » (en annexe figure à titre d'illustration la présentation du programme « *alimentation responsable et durable* » de l'association RESOLIS qui témoigne du foisonnement en France et à l'étranger des projets de terrain et de l'intérêt

de les mutualiser). Enfin, la dynamisation d'outils émergents : fiscalité « durable » et « territorialisée », plateforme de responsabilité sociale des entreprises, labels sectoriels territoriaux, mise en cohérence des droits humains fondamentaux des Nations Unies (dont le droit à l'alimentation) avec les règles de l'OMC.

En conclusion, l'auteur considère que, si la mondialisation a eu des effets économiques positifs sur une moitié de l'humanité, le défi majeur est, aujourd'hui et demain, de sortir de la misère et de l'exclusion l'autre moitié. Pour cela, l'aide au développement doit être renforcée pour atteindre l'objectif fixé il y a près de 50 ans de 0,7 % du PIB des pays riches alors qu'il n'est encore que de 0,32 % en 2016, d'une part, et d'autre part les firmes multinationales doivent être incitées à mieux assumer leurs responsabilités sociales, fiscales et environnementales. Il s'agit ensuite de mettre la priorité sur l'agriculture et l'alimentation qui constituent le « cœur des territoires ».

Cet ouvrage arrive à point nommé alors que le terme de transition se galvaude dans les cercles politiques, professionnels et médiatiques et se décline à toutes les sauces : énergie, écologie, alimentation, etc. Une caractérisation robuste du concept dans ses dimensions diachroniques, spatiales et sectorielles, de son champ d'application et, sur cette base, des propositions d'action précises sont fort utiles. L'auteur se garde de toute position idéologique et procède à un bilan équilibré des phénomènes contemporains majeurs, la mondialisation, avec son cortège d'impacts positifs et négatifs, et la dégradation environnementale. Certes, ses analyses privilégient la mobilisation d'outils scientifiques relevant davantage de la socio-économie institutionnelle que du courant encore majoritaire — mais néanmoins ébranlé — de l'économie quantitative néo-classique. Il est alors en mesure d'identifier et de suggérer des orientations et des outils propres à faciliter, à assurer une transition vers plus de bien-être. Ces propositions sont confortées par une littérature reconnue et le bon sens.

Un sujet aussi vaste ne pouvait être traité sans ouvrir des arènes de discussion. Nous en prendrons quatre. D'un point de vue théorique, le concept de « système (ou de transition) agricole et alimentaire » est une tautologie puisque, par nature la filière alimentaire inclut l'agriculture. De même, l'expression « système agricole » ne fait pas sens dans le cadre de la théorie des systèmes qui présuppose une interdépendance entre plusieurs secteurs contribuant à une fonction économique (se nourrir, se loger, se soigner, etc.). D'un point de vue empirique, les analyses concernent plus l'agriculture que les maillons essentiels de l'industrie et du commerce alimentaires, alors que dans les pays à haut revenu plus de 90% des aliments consommés en sont issus et au moins 50% dans les pays à faible revenu. Par ailleurs, la question de la santé est peu abordée dans l'ouvrage, alors qu'elle est devenue centrale pour le système alimentaire mondial en raison du nombre très élevé des personnes (près de la moitié de la population) souffrant de malnutrition par déficit ou excès de nourriture ou défaut de qualité, avec d'énormes conséquences somatiques, psychologiques, sociales et économiques.

Ces incomplétudes sont des éléments pour de nouveaux débats. Elles n'enlèvent rien à la somme historique et prospective constituée par l'ouvrage d'Henri Rouillé d'Orfeuil dont nous recommandons vivement la lecture aux acteurs des systèmes alimentaires. Ceux engagés dans la production agricole, l'élaboration et la commercialisation des aliments et l'ensemble des responsables des secteurs accompagnant les filières, qu'ils soient publics, professionnels ou du monde associatif, tout comme les citoyens-consommateurs désireux de contribuer à la transition alimentaire.